



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 90 du 5 mai 2019

Au sommaire :

- **Contester le pouvoir de la bourgeoisie, ses institutions et ses serviteurs politiques dans les élections européennes**
- **Après le 1er Mai et plus de cinq mois de luttes, des Gilets jaunes au besoin d'un parti des travailleurs** - Isabelle Ufferte

Contester le pouvoir de la bourgeoisie, ses institutions et ses serviteurs politiques dans les élections européennes

Depuis vendredi, l'ensemble des listes présentes pour les élections européennes sont connues. La campagne donne un sombre tableau de la vie politique institutionnelle de ce pays. Toutes les forces de droite extrême ou d'extrême droite se disputent les mêmes thèmes en ayant bien du mal à faire entendre leurs prétendues différences qui justifient leurs rivalités et luttes pour le pouvoir. Macron espère rallier à lui une partie de l'électorat le plus réactionnaire en particulier grâce au zèle de Castaner et de sa police. Depuis des mois, son objectif vise à être le point d'orgue du rassemblement des couches sociales les plus réactionnaires, le parti de l'ordre qui ne joue pas avec le feu mais garde le cap et se prépare, prépare la police, les médias, tout ce que le pays compte d'institutionnel à une véritable guerre de classe contre le monde du travail et les classes populaires face aux difficultés financières et économiques qui menacent. Le premier Mai, à Paris, en a été une nouvelle démonstration. Mais le zèle de son ministre pourrait bien se retourner contre lui.

La stratégie des tensions

Ce zèle policier n'est pas une bavure mais bien celui de Macron qui, incapable de mettre un terme aux mobilisations, de répondre à leurs demandes, fait de la politique par le biais du ministère de l'intérieur, des manipulations policières, de l'intox et des fake news relayées par des médias aux ordres, serviles. Macron croyait pouvoir étouffer la colère, mais aveuglé par ses ambitions politiques, sa soif de revanche, son inextinguible besoin de rabaisser ses adversaires ou même... ses alliés, il ne parvient pas à reprendre la situation en main.

A défaut d'avoir quant au fond un autre programme que Le Pen, servir les classes dominantes et la démagogie pour le peuple, Macron joue la carte des tensions, du chaos.

Que lui importent les inquiétudes du grand patronat ou d'une partie de la droite, c'est lui ou le Pen... Sauf que c'est Le Pen qui pourrait ramasser la mise en donnant à la politique de Macron sa propre cohérence...

Confusions et surenchères souverainistes

Macron a su s'adapter au climat dominant dans son électorat et a trouvé en Loiseau une porte-parole adéquate quoique fort peu charismatique ! Finie la perspective d'une « renaissance » du projet européen la main dans la main avec Merkel, Macron en appelle au « Patriotisme ouvert » qui fait écho au slogan de Le Pen « La protection, c'est la nation ».

C'est aussi sur le terrain de l'immigration que Macron entend rivaliser avec le RN comme sur celui de la xénophobie, de la démagogie contre l'Islam et du racisme anti-musulman. Certes, il est contraint de modérer ses propos alors que Marine Le Pen, à Vienne lors du rassemblement de l'extrême droite européenne, appelait à l'« insurrection (...) pacifique et démocratique » contre une « submersion » migratoire « organisée » selon elle par l'Union européenne pour « faire disparaître nos patries ».

Face à ce déferlement réactionnaire dans lequel Les Républicains ne sont pas en reste, la gauche gouvernementale en perdition, divisée, incapable de surmonter ses luttes d'ambitions rivales, n'a même pas la force de résister. Elle se plie à l'air du temps souverainiste, certes de façon plus mesurée, mais qui participe, de fait, à cette ambiance réactionnaire.

Quant aux listes qui se revendiquent des gilets jaunes ou qui se disent gilets jaunes, elles viennent ajouter de la confusion à la confusion. Après Dupont-Aignan, Philippot a réussi à débaucher quelques GJ autour, disent-ils, de

la conviction que les revendications « *largement partagées (plus de pouvoir d'achat, plus de démocratie directe, plus de justice fiscale et sociale), ne sont possibles que si la France sort du carcan de l'Union européenne et de l'euro* ». Quant à la liste dirigée par le chanteur Francis Lallanne, elle flatte l'apolitisme tout en agitant le méli-mélo populiste, sans parler de celle de Christophe Chalençon...

Faire entendre la voix des travailleurs

Au regard de cette campagne, le désintérêt est général, l'abstention s'annonce massive. Elle traduit la rupture de plus en plus profonde entre les classes populaires et le monde politique. Mais cette abstention n'est pas une réponse à leur campagne qui vise à faire taire toute contestation, à étouffer les consciences, à les enfermer dans l'impasse du système, de ses institutions, de son idéologie nationaliste. Elle leur laisse le terrain libre.

Face au capital et à ses serviteurs, tant au niveau national qu'europpéen, il est indispensable d'affirmer notre indépendance de classe, notre solidarité internationale. Notre internationalisme n'est pas un supplément d'âme mais bien la conviction que les travailleurs ne pourront vaincre sans briser le carcan des frontières.

Il y a dans ces élections une liste qui rompt avec le chœur des politiciens des partis institutionnels, la liste de Lutte ouvrière conduite par Nathalie Arthaud et Jean Pierre Mercier. Les médias la boycottent, raison de plus pour la soutenir, c'est la seule liste qui se revendique du camp des travailleurs contre la classe capitaliste et ses serviteurs.

Pour les travailleurs, l'enjeu de ces élections n'est pas de mettre « *une volée* » à Macron, pas plus que l'enjeu des mobilisations n'est sa démission, il est d'aider par la campagne comme par le vote, à construire un affrontement pour faire plier l'Etat et le grand patronat.

Il serait démagogique de dire que seules les luttes sociales comptent, les élections, c'est bidon. Certes, les élections ne changeront pas notre sort, mais notre combat est global, social et politique. Pour changer le rapport de force, il nous faut faire de la politique, contester le pouvoir de la bourgeoisie, ses partis, sa propagande et ses mensonges y compris sur le terrain institutionnel. C'est pourquoi nous soutenons la liste de Lutte ouvrière, et appelons à voter pour elle.

Après le 1er Mai et plus de cinq mois de luttes, des Gilets jaunes au besoin d'un parti des travailleurs

A lors que le mouvement des Gilets jaunes dure depuis après de 6 mois et 25 actes, les centaines de milliers de manifestants du 1er Mai, gilets et drapeaux de toutes couleurs, ont fait une nouvelle démonstration de la profondeur de la révolte et des aspirations sociales et démocratiques, malgré le chaos promis par Castaner, la brutalité et la campagne haineuse du gouvernement relayée complaisamment par une partie de la presse. Si une page du mouvement est en train de se tourner, la suite a commencé à s'écrire et nombre de militant.e.s de toutes origines et générations se posent la question des prochaines étapes, font le bilan des acquis, des enseignements du mouvement et des difficultés et limites à franchir.

Le gouvernement a beau intensifier la répression, multiplier les provocations, étaler mépris et hargne sociale, le soutien populaire est toujours aussi large. Les tentatives pour isoler ceux qui se battent, la violence et les mensonges ne font qu'accroître le discrédit du pouvoir, à l'image de la prétendue « *attaque* » de l'hôpital de la Salpêtrière. Une sinistre farce, un an après Benalla, qui met un peu plus en lumière les méthodes Macron-Castaner.

Macron entend ne rien céder. Il affiche sa volonté d'intensifier l'offensive contre le monde du travail, accélérer le calendrier des « *réformes* » retraites, fonction publique, enseignement, indemnisation chômage... pour mieux baisser la « *dépense publique* », continuer à casser les droits des travailleurs pour intensifier l'exploitation et répondre aux exigences du capital pour que vivent les profits !

Le Maire vient de rappeler qu'il n'est pas question de remettre en cause le calendrier de cadeaux aux patrons : pas question de revenir sur la baisse à 25 % du taux d'impôt sur les sociétés pour toutes les entreprises d'ici 2022, pas plus que sur les « *allègements de charges* » qui remplaceront le CICE (les deux se cumulant cette année !). Il vient même d'annoncer qu'il est prêt à diminuer encore les « *impôts de production* » des entreprises... au nom de l'emploi !

Et alors qu'il brandit comme un trophée la reprise de l'usine Ascoval par British Steel et les 280 emplois temporairement « *sauvés* », les grands groupes annoncent une avalanche de plans de licenciements dans tous les secteurs : 1600 suppressions d'emplois dont 700 en France à la Société générale, 800 chez GE France (repreneur d'Alstom) à Belfort, 300 chez Bosch Rodez, 580 aux papeteries Argowiggins, 1000 à PSA Mulhouse, 850 à Ford Blanquefort, 800 chez Castorama, 723 chez Auchan, 200 au fret SNCF, 3000 « *ruptures conventionnelles* » à Carrefour, 400 « *départs volontaires* » à Air France... sans compter le plan massif de suppressions de postes de fonctionnaires auquel n'a pas renoncé Macron.

Alors oui, il est clair que le mouvement, ce qu'il porte de révolte mais aussi de confiance dans la légitimité du plus grand nombre à défendre la collectivité face aux appétits de la finance, n'est pas près de s'éteindre.

Le 1er Mai en a été une étape importante de par le nombre de manifestants, la tonalité des cortèges et le fait que dans de nombreuses villes ils ont été véritablement « *mé-*

langés », militants organisés, syndicaux, politiques, et Gilets jaunes côte à côte. Un moment positif pour toutes celles et ceux qui entendent préparer la suite et cherchent pour cela à tisser des liens, à construire des convergences démocratiques, militantes, ouvrières.

Alors que le mouvement arrive à un moment charnière, que se préparent de nouvelles échéances de la lutte, un bilan d'étape est indispensable pour tenter de nous approprier les enseignements de ces six derniers mois tout en prenant la mesure de ses limites et des moyens de les dépasser.

Retour sur un mouvement inédit qui a ébranlé le pouvoir, les syndicats et partis institutionnels

Bien que les manifestations soient restées bien moins massives que lors de luttes antérieures, le mouvement a profondément ébranlé la situation, le pouvoir... et l'ensemble des bureaucraties syndicales et partis institutionnels qui n'ont cherché à y intervenir que pour tenter de le ramener sur le terrain parlementaire, électoral ou du dialogue social. Et cela parce qu'il est sorti des cadres obligés des luttes encadrées par les appareils, soumises aux limites de leurs propres intérêts.

Un mouvement qui, quelle que soit la conscience qu'en ont eue ou qu'en ont ceux qui en sont acteurs, par delà ses contradictions, porte des exigences qui remettent en cause le capitalisme.

Quand, le 15 octobre dernier, Eric Drouet crée avec un autre chauffeur routier un événement Facebook appelant à bloquer les routes le 17 novembre contre la hausse des taxes sur le carburant, il est bien difficile d'imaginer ce qui va suivre. En même temps, Priscillia Ludosky, ancienne employée de banque devenue vendeuse de cosmétiques en ligne, réactive une pétition lancée quelques mois plus tôt sur le web.

En une poignée de semaines, des centaines de pages FB relaient leurs initiatives, des vidéos apostrophant Macron deviennent virales... ainsi que l'appel d'un mécanicien de Narbonne à déposer un gilet jaune sur le tableau de bord.

Tout va vite par le biais des réseaux. Une multitude d'initiatives sont relayées par des groupes aux profils variés. Parmi eux, des collectifs d'automobilistes ou de motards qui agglomèrent diverses « colères », l'opposition au 80km/h mais aussi localement à des fermetures de services publics, d'entreprises... On y retrouve aussi des petits patrons, des artisans vent debout contre les taxes, et des individus au profil trouble, avec pour certains des accointances avec l'extrême-droite.

La majorité des militants du monde du travail sont hésitants, bousculés et regardent avec circonspection même si l'initiative rencontre de la sympathie parmi les salariés, qu'on mesure sans mal au nombre de gilets jaunes sur les tableaux de bord.

Le 16 novembre, dans une contribution au débat dans le NPA, nous écrivons :

« Le mouvement dit des gilets jaunes contre la hausse des taxes sur les carburants, l'ampleur qu'il a prise soulignent à quel point le mouvement ouvrier manque cruellement d'un parti qui exprime ses intérêts, soit capable d'intervenir dans les mouvements pour y défendre une politique de classe face aux autres classes ou couches sociales sans laisser le terrain à l'extrême droite ou au patronat. [...] Ce mouvement du 17 novembre n'est pas celui du mouvement ouvrier mais il exprime une légitime colère vis à vis de laquelle nous avons une politique à défendre en particulier pour combattre la passivité des directions syndicales. Développer une politique ne signifie pas participer à la mise en scène politicienne de ceux qui se bousculent pour capter le mécontentement, dont Mélenchon, pour le virer sur leur compte électoral. Ni se faire des illusions sur notre capacité à changer la nature du 17. Notre politique voit à plus long terme. En refusant la hausse des prix du carburant, en militant contre la TIPP et la TVA, en demandant de taxer Total et le capital, en exigeant la hausse des salaires, et des pensions et des minima sociaux, nous menons une campagne politique d'un point de vue de classe qui remet en cause le système et son pouvoir ».

Ce 17 novembre, plusieurs centaines de milliers de personnes descendent dans les rues. La journée est marquée par la détermination des manifestants qui d'entrée ont à faire face à la violence : il y aura près de 400 blessés ce premier jour et une personne décédée, percutée sur un barrage.

Le gouvernement tente de balayer de la main la mobilisation. Mais dans la semaine qui suit, le mouvement fait tâche d'huile et se radicalise, en particulier dans un des territoires les plus pauvres, La Réunion, où les émeutes et le blocage quasi-total de l'île vont durer plusieurs semaines.

Tentatives de jonction de secteurs en grève... et hostilité des directions syndicales

Dès le début du mouvement, des militants syndicalistes et politiques essaient de prendre des initiatives en posant la question des salaires. C'est le cas à PSA où la CGT appelle à la grève le 17 novembre, mais aussi chez Total où la grève à l'initiative de la CGT et de FO paralyse pendant une semaine 6 raffineries alors que les Gilets jaunes en bloquent d'autres que le gouvernement fera évacuer par la force.

Ces initiatives renforcent les équipes militantes qui cherchent à intervenir au sein du mouvement en y portant les intérêts du monde du travail, mais les directions des confédérations sont tétanisées et hostiles. La grève programmée dans les transports par FO et CGT est levée avant même d'avoir commencé alors que le patronat n'a quasiment rien cédé. Les dirigeants des grandes centrales syndicales, à l'image de Berger, s'empressent de demander au gouvernement d'écouter les « corps intermédiaires » tout en prenant prétexte de la présence d'éléments d'extrême-droite dans les manifestations pour justifier leur absence et leur hostilité.

Le gouvernement se sent les mains libres pour organiser une violente campagne contre « *les séditieux* », les « *factieux* », un mouvement qu'il prétend dirigé par l'ultra-droite. Il met en scène les violences pour mieux justifier la répression et tenter d'isoler le mouvement...

Mais 77 % de la population le soutient, des millions de personnes, directement ou par médias interposés prennent conscience du rôle de l'Etat. Face à la violence de la répression et des forces de l'ordre, celle des manifestants est considérée légitime. D'autant que le mouvement rompt avec le dialogue social, les discours dans les salons, les promesses électorales et les effets de manche parlementaires... et semble répondre aux propos de Sarkozy qui en 2008 se réjouissait « *Désormais, quand il y a une grève en France, personne ne s'en aperçoit* » !

Après des années de « journées d'action » sans lendemain, de défilés aux parcours autorisés, de routine des appareils, l'initiative appartient cette fois à ceux qui luttent et qui se font craindre.

Le mouvement est une rupture : organisé à la base, sans « autorité » qui encadre et contrôle, qui peut parler à sa place. On voit Drouot faire ce qu'aucun dirigeant syndical n'a jamais fait : filmer en caméra cachée sa rencontre avec un ministre, puis refuser d'aller à Matignon si la rencontre n'est pas retransmise. Et les tentatives de structuration par le haut avec la désignation de 8 porte-parole sont immédiatement désavouées.

Il n'y a pas d'explosion sociale chimiquement pure

Le mouvement reflète la diversité du monde du travail. Il est surtout fort à la périphérie des villes et dans les zones rurales où la population est confrontée, en plus du coût des transports, à la disparition des services publics et à la désertification. Ceux qui sont à l'initiative sont travailleurs, chômeurs, retraités, petits artisans ou indépendants qui croulent sous les dettes, auto-entrepreneurs, quelques commerçants... et de nombreuses femmes souvent dans la galère, avec des retraites dérisoires ou élevant seules leurs enfants qui sont à l'initiative et, pour une large part, donnent au mouvement son esprit collectif, dévoué, engagé.

Parmi les salariés, ce sont souvent les plus éloignés de l'organisation collective et des syndicats qui se mobilisent, et le plus souvent ils ne le font pas en tant que salariés, mais en tant que « citoyens »... membres du « peuple ». Même si parmi les nombreux retraités, il y a d'anciens syndicalistes qui reprennent confiance dans la lutte collective et retrouvent leurs réflexes d'organiseurs.

Mais les préjugés qui traversent les classes populaires s'expriment aussi dans le mouvement. Des groupuscules d'extrême-droite sont à l'offensive pour tenter de les instrumentaliser tels DLF de Dupont-Aignan ou l'UPR d'Asselineau qui s'appuie sur Chouard, un des plus actifs promoteurs du RIC, qui a fini par déclarer en avril « *La dernière fois, j'ai voté Mélenchon. Ce coup-ci, je voterai Asselineau [...] aucune des doléances des "gilets jaunes" ne peut se faire dans le carcan de l'Union européenne* »...

Les drapeaux Bleu-Blanc-Rouge, la Marseillaise, la confusion patriotique ne sont pas l'apanage de la seule extrême-droite, ils sont également véhiculés entre autres par la FI ou le PCF qui mettent en avant le « *peuple* », la « *république* », se revendiquent du CNR... Mais il est notable que les préjugés xénophobes sont pour l'essentiel très vite marginalisés et combattus alors qu'au contraire, c'est la solidarité des classes populaires et de ceux qui se battent qui est mise en avant.

Un mouvement « apolitique » qui fait de la politique, en rupture avec le dialogue social

Le mouvement revendique l'« apolitisme », exprime une grande méfiance des syndicats et des organisations, mêlant préjugés anti-organisations et volonté de ne pas se laisser déposséder de sa lutte, de ne pas s'en remettre à des partis qui partagent la responsabilité de la situation...

Mais dès le début il pose des questions politiques et par-delà les préjugés anti-partis, il y a une grande disponibilité à la discussion, à la confrontation, la soif de démocratie, de s'écouter, de s'informer, de comprendre.

Dans un texte de contribution au débat fin janvier, nous écrivions : « *Bien des analystes expliquent que le mécontentement qui explose s'est formé au cours des 30 ou 40 dernières années. Le gouvernement aussi pour tenter de se dédouaner. C'est pour une part vrai, la situation actuelle est le produit de l'offensive engagée dans les années 80 visant à lutter contre la baisse du taux de profit par les privatisations, la remise en cause des acquis sociaux, la mondialisation financière, l'intégration à l'économie mondiale, au marché des États nés des luttes de libération nationale, les pays émergents, et de l'effondrement de l'URSS.*

La crise de 2007-2008 a été l'aboutissement de ces bouleversements et un tournant irréversible au sens où les réponses apportées à leur crise par les capitalistes et leurs États en ont aggravé tous les facteurs. Elles ont amplifié la financiarisation, le parasitisme du capital, l'économie de l'endettement pour alimenter les profits.[...]

Les capitalistes n'évitent la faillite qu'au prix d'une guerre permanente contre les salariés et les peuples en accentuant les rapports d'exploitation, le pillage des richesses. Ils provoquent, en retour, un nouvel essor des luttes de classes, sociales et démocratiques, écologiques ».

Ces 30-40 dernières années ont aussi été celles qui ont conduit à l'effondrement des partis de droite comme de gauche qui, depuis les années 80, ont mené l'offensive libérale au gouvernement. C'est leur déroute qui a ouvert la voie à Macron, propulsé au pouvoir par les classes dominantes.

La farce n'a pas duré : la violence des coups, l'arrogance, le mépris, l'affaire Benalla, la corruption de leur république « en marche » ont nourri la révolte.

La seule réponse du gouvernement est la répression, l'appel à l'armée, la loi anticasseur, les fake news... tout en tentant de reprendre la main pour relancer l'offensive. C'était le sens de la mascarade du grand débat en y as-

sociant les principaux syndicats qui ne demandaient que ça... et qui n'ont cessé durant ces derniers mois les « discussions » dans les salons feutrés, entre autres sur la réforme de la retraite, comme si de rien n'était !

Le mouvement s'est constitué en opposition à 40 ans de cette politique de « diagnostic partagé », d'accompagnement des reculs sociaux. Des reculs qui pèsent lourd dans le rapport de force, dans la confusion des consciences, et qui ont créé un terrain pour les dérives populistes et les démagogues d'extrême-droite.

Prendre ses affaires en main, faire de la politique

Depuis plusieurs années, en particulier à travers les luttes contre la loi travail, une fraction du monde du travail et de la jeunesse a fait l'expérience de l'affrontement avec le pouvoir. Des réseaux militants lutte de classe ont tissé de nouveaux liens pour s'organiser à la base, indépendamment des appareils, pour agir mais aussi pour débattre et confronter, aidant à la politisation.

Ces transformations ont été amplifiées et accélérées par le mouvement actuel qui ouvre les yeux sur la réalité de l'Etat, sur le capitalisme. Des milliers de femmes et d'hommes ont pris goût à l'action collective, politique, prenant confiance dans la capacité des opprimés à agir, à relever la tête et à marquer des points. C'est sans doute le phénomène principal et le plus marquant du mouvement.

Le mouvement apporte un démenti cinglant à tous ceux qui nous expliquent que les travailleurs, les jeunes sont individualistes, résignés : depuis 6 mois, il se nourrit de dévouement et de l'engagement de centaines de milliers de personnes pour qui c'est souvent la première expérience de lutte. Le souci du collectif, l'attention aux autres, les relations démocratiques, la volonté d'agir par soi-même libèrent une énergie qui bouscule tout et tout le monde, permettant de rompre avec les conformismes sociaux et d'appareil.

Les principaux acquis de la lutte, le développement de la conscience de classe

Le mouvement est d'ores et déjà un premier succès pour les classes populaires, les travailleurs. Macron a dû faire des gestes, d'abord le 10 décembre avec la hausse de la prime d'activité, la prime exceptionnelle au bon vouloir des patrons et le retour à l'ancien taux de CSG pour les plus petites retraites, puis le 25 avril suite au grand débat. Le ministère des finances estime le « coût » global à près de 17 milliards... Mais les mesures annoncées, en plus de rester floues, sont loin du compte et surtout épargnent les milliardaires du Cac 40. C'est à ceux à qui il prétend donner satisfaction que Macron entend faire payer l'addition.

C'est aussi et surtout un succès politique. Le mouvement a affaibli le pouvoir, il a contribué à aider aux évolutions de conscience, malgré bien des limites qui pourraient remettre en cause ces acquis si les choses en restaient là, si, à la lumière de la suite et des élections européennes, le

mouvement révolutionnaire n'était pas capable d'apporter des réponses de classe, démocratiques et révolutionnaires aux questions non résolues posées par le mouvement.

Des milliers de personnes se sont politisées, se posant de façon concrète, au cours de la lutte, la question de la marche de l'économie, du fonctionnement de la société, de ses institutions, de la démocratie et du rôle de l'Etat... L'accueil qu'y reçoivent les militants.e.s anticapitalistes et révolutionnaires atteste de l'évolution d'une partie du mouvement, en particulier ceux qui se sont faits les artisans des collectifs gilets jaunes-syndicalistes ou des rencontres de Commercy et Saint-Nazaire. Et ce qui s'est exprimé le 1er Mai va également dans ce sens.

Mais en même temps, le mouvement est resté et reste en grande partie dominé par l'idéologie nationaliste, la patrie, posant les questions en termes de peuple plutôt que de travailleurs, de classe, rejetant les « élites » mais ne remettant pas en cause l'économie de marché. Des contradictions que tentent d'instrumentaliser le RN et autres pour ramener le mécontentement sur le terrain électoral à leur profit.

Et la question qui est posée à tous les militants du mouvement ouvrier, anticapitalistes, révolutionnaires, c'est bien notre capacité à mener la bataille politique, à armer l'énergie libérée par le mouvement, à aider à la politisation, à la reconstruction de la conscience de classe, dans la perspective d'un parti des travailleurs. Afin, en particulier, que les salariés prennent confiance dans leur capacité à faire valoir leurs droits dans les entreprises privées et les services publics, par leur organisation démocratique et par la grève, et en étendant et généralisant celle-ci, à unir leurs forces et celles de tous les exploités pour imposer des reculs significatifs au patronat et au pouvoir.

Dans le texte déjà cité de janvier dernier, nous écrivions : *« Notre solidarité pleine et entière avec le mouvement combat ses ambiguïtés. Les révolutionnaires devaient et doivent y participer, y intervenir pour y défendre leurs idées et perspectives sans poser aux donneurs de leçons. Cette intervention a pris différentes formes selon les possibilités et c'est bien normal. Nous avons besoin d'en avoir l'appréciation la plus riche, sans préjugés.[...]*

Nos responsabilités, celles de l'ensemble des militants du mouvement ouvrier sont grandes pour approfondir les prises de conscience en cours, œuvrer à la politisation en rupture avec le jeu institutionnel dans le sens de la convergence des luttes contre le Medef et le gouvernement, la prise de conscience aussi que les problèmes posés par la mobilisation ne peuvent trouver d'issue que dans une démocratie révolutionnaire pour en finir avec la domination des classes capitalistes ».

La politisation, les évolutions de conscience n'ont rien d'automatique. Un combat est engagé sur ce terrain, au sein des gilets jaunes, dans les organisations du mouvement ouvrier, dans les entreprises et dans la jeunesse.

La transformation du rapport de force en faveur des travailleurs, c'est d'abord et avant tout les progrès de la

conscience de classe, la prise de conscience de la nécessité de s'organiser en toute indépendance des classes dominantes, de leurs institutions, de leurs partis, sa capacité, pour paraphraser Marx, à s'organiser en parti.

L'affrontement ne fait que commencer. C'est de la capacité des révolutionnaires à armer les travailleurs qui s'éveillent au combat social et politique que peut naître un parti des travailleurs et que dépend pour une part la suite.

Isabelle Ufferte